

## Provocations !

La Fédération FO des personnels des services publics et des services de santé tient à réagir face à diverses déclarations concernant l'hôpital public. Suite aux divers incidents et accidents survenus notamment en fin d'année et aux diverses réactions qu'ils ont suscitées nous enregistrons une offensive du gouvernement qui tente d'expliquer à l'opinion publique et aux professionnels de santé que le problème est d'ordre organisationnel et qu'il ne relève en aucun cas du manque de moyens !

Le Président de la République, la Ministre de la santé, le Ministre du budget et des comptes publics ne ratent pas une occasion pour marteler cette contre vérité ! Alors que tous les acteurs de la santé alertent les pouvoirs publics quant aux conséquences désastreuses de la politique d'austérité menée par les gouvernements successifs depuis plus de quinze ans, la Ministre de la santé déclare que 25000 créations nettes d'emplois ont été opérées l'an passé. Le Ministre du budget estime que de larges gains de productivité peuvent se dégager. Le Président de la République se refuse de jouer « les pères Noël » et engage les établissements à recouvrer leur équilibre budgétaire par une réorganisation interne ! En parallèle, un professeur du groupe hospitalier de Beaujon (AP-HP) déclare qu'il ne manque pas de moyens et que 10000 personnes par an meurent « accidentellement » à l'hôpital, autrement dit suite à des erreurs médicales !

L'ensemble de ces propos provoque colère et indignation chez les personnels hospitaliers, des maisons de retraite ou des établissements sociaux. Leur quotidien est jalonné de pénurie : en personnel, en lits, places et accueil de consultation, et en matériel. Leurs conditions de travail et d'exercice professionnel se détériorent toujours plus et « l'usure professionnelle » fait des ravages. Ils s'estiment, à juste titre non reconnus et insuffisamment rémunérés au regard de leurs responsabilités. Cela vaut pour le personnel médical et non médical, les cadres et les non cadres. Si l'on rajoute les différents plans de retour à l'équilibre en cours d'application ou à venir qui vont se traduire par plusieurs dizaines de milliers de postes supprimés, vous comprendrez mieux l'exaspération des personnels.

La population elle-même ne comprend pas de tels propos ni ne les partage. Selon le baromètre mensuel BVA - Les Echos - France Info - à 71% nos concitoyens pensent que « pour être efficaces », les hôpitaux ont besoin de moyens financiers supplémentaires.

Depuis 1990, les réformes concernant l'hôpital se suivent à un rythme effréné, une tous les trois ans en moyenne. Alors dire aujourd'hui aux hospitaliers qu'ils ne doivent pas avoir peur de la réforme ressemble à de la provocation ! Proposer le projet de loi « hôpital, patients, santé et territoires » ne l'est pas moins, tant il accentue la fragilisation du service public hospitalier par sa privatisation, la remise en cause du statut des praticiens, l'introduction des logiques de résultat, de rentabilité et de gouvernance issue du secteur privé et enfin la mise en œuvre des agences régionales de santé. Tout ceci le rend inacceptable et nécessite son ajournement.

Le 29 janvier 2009, les personnels de santé avec l'ensemble des salariés du secteur public et privé répondront à ces provocations en participant massivement à la grève et aux manifestations pour exiger d'être entendus sur leurs revendications.

Le Secrétariat fédéral.

Paris le 21 janvier 2009